

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-ferrand

Clermont-ferrand, le 06/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CALDIC FRANCE

8 Rue de l'Industrie
BP 74
63800 Cournon-d'Auvergne

Références : 20240206-RAP-63-0141-Insp-CALDIC-Cournon-15nov2023.odt
Code AIOT : 0005600341

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2023 dans l'établissement CALDIC FRANCE implanté 8, rue de l'industrie BP 74 63800 Cournon-d'Auvergne. L'inspection a été annoncée le 09/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été effectuée notamment dans le cadre de la mise à jour de l'étude de dangers et de la phase finale de l'obtention des données sur l'état de la pollution des sols du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALDIC FRANCE
- 8, rue de l'industrie BP 74 63800 Cournon-d'Auvergne
- Code AIOT : 0005600341
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

- IED : Non

Le site de Cournon d'Auvergne a été créé en 1978 par la Société des Produits Chimiques d'Auvergne. Ce site a été transféré à la société CALDIC en 1997. Il a pris le nom de CALDIC Centre en 2001.

En 2015, les 3 entités françaises ont été fusionnées ce qui a conduit à la création de la société CALDIC France.

CALDIC FRANCE conditionne et distribue, à une clientèle industrielle, des produits chimiques liquides et solides ainsi que des spécialités chimiques.

Ce site est classé seveso bas par application de la règle dite du cumul.

Il emploie environ 30 personnes.

Sa surface est de 4 hectares dont 2 hectares utilisés pour son exploitation industrielle.

Il est situé dans une zone industrielle. Ses voisins les plus proches exercent une activité industrielle ou tertiaire. Sur son côté Ouest, il est longé par la voie ferrée Clermont-Ferrand- Issoire- Nîmes.

Les principaux enjeux de ce site sont les risques industriels bien que les effets en cas d'accident soient très modérés (une seule construction impactée par des effets irréversibles toxiques à hauteur d'homme et moins de 100 mètres de voie ferrée impactée par ces effets).

Les sols de ce site sont affectés par une pollution historique en 2 endroits distincts.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

1. Examen des suites données à l'inspection du 16 décembre 2021,
2. Examen des actions prévues suite aux nouvelles évaluations des risques effectuées cette année (effets toxiques en cas d'épandage d'HCl en solution fortement concentrée, évaluation des effets thermiques et toxiques en cas d'incendie d'un entrepôt (D1 ou D2)),
3. Examen des données collectées sur l'état de la pollution des sols du site et des actions prévues pour gérer cette pollution,
4. Visite de site avec, notamment, examen d'aspects relatifs à la maîtrise des risques d'accidents ou de pollution des sols.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. De plus amples précisions sont disponibles en annexe au présent rapport.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Cette visite n'a pas mis en évidence d'écart par rapport aux exigences réglementaires contrôlées.

La mise à jour de l'évaluation des effets en cas d'accident a été effectuée correctement et met en évidence des effets modérés au-delà des limites du site. La visite du site n'a pas mis en évidence de constat conduisant à émettre des doutes sur la maîtrise des risques d'accident majeur sur ce site. La pollution des sols est un sujet très important qui fera l'objet d'un suivi très attentif par

l'inspection pour garantir son traitement dans des délais corrects.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
2	Respect des données de l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 1.3	Sans objet
3	Effluents liquides issus des lavages de contenants	Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 8.3	Sans objet
4	Moyens d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 16.1.1 et 16.1.2	Sans objet
5	Aires de dépotage et transvasements	Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 17.2.1 et 20.1	Sans objet
6	Pollution des sols	Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 11.4.4	Sans objet
7	Prévention des accidents majeurs	Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 14.1 et 14.3.3	Sans objet
8	Mise à jour étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 2.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des autres points de contrôle

D'une façon générale, les actions annoncées dans la lettre CALDIC du 7 mars 2022 suite à l'inspection du 16 décembre 2021 ont été effectuées:

- la serrure du local des produits toxiques+ a été réparée,
- la nécessité de mettre en place un détrompeur pour le bisulfite de soude a été tracée par une annotation dans le listing des cuves afin de garantir sa mise en oeuvre si un nouvel approvisionnement de ce produit intervenait,
- pour garantir le stockage de l'eau oxygénée à moins de 40°C, un suivi de la température dans l'entrepôt D2 est effectué (38,4°C relevé en juillet 2022 - il a été stocké dans le D1 nettement à l'écart des produits inflammables (présents en très petite quantité dans ce bâtiment).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

Article « 50 » de l'arrêté du 4 octobre 2010

« Etat des matières stockées-dispositions spécifiques »

« Le présent article » est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions « du présent article » sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

L'état des stocks présenté par CALDIC fait apparaître un respect des exigences de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2005 et du dernier recensement seveso.

Concernant les liquides inflammables, il est à noter que depuis fin 2020, le site n'a pas eu, en stock, des liquides inflammables de la rubrique 4330 (catégorie 1). Les 20 tonnes de liquides inflammables sont dans des récipients mobiles stockés dans le local des liquides inflammables sauf des petits récipients de produits craignant le gel qui sont stockés dans le dépôt D1 (293 kg le 15 novembre 2023).

Dans son état des stocks, CALDIC précise, pour les liquides inflammables, s'ils sont ou non miscibles avec l'eau. C'est une information très utile.

Concernant les produits toxiques, un seul produit est classé en rubrique 4110 (toxique par inhalation de catégorie 1): 520 kg d'acide fluorhydrique (HF) en solution à 40% en bidons de 20 kg stockés dans le local dédié à ce produit.

Nota: en cas d'épandage du contenu d'un tel bidon d'HF, selon l'étude de dangers de 2012, les effets irréversibles atteignent une distance de 15 mètres et ne dépassent donc pas les limites du site.

CALDIC a un système lui permettant de fournir un état de ses stocks à un instant donné et sous une forme suffisamment détaillée et exploitable pour agréger les données.

Cela étant, il est utile d'examiner comment adapter son état des stocks pour permettre une information du public. La proposition émise lors de l'inspection constitue une base acceptable pour cela.

Observations :

CALDIC adressera à l'inspection une proposition d'état des stocks pour l'information du public.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect des données de l'étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 1.3		
Thème(s) : Risques accidentels, Respect données de l'étude de dangers		
Prescription contrôlée : Article 1.3 Les installations et leurs annexes objet du présent arrêté sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant . Extrait étude de dangers de 2012: 13.4.9 Phénomène dangereux 1 c) : Epandage d'acide fluorhydrique 40% lors d'une opération de transfert 13.4.9.1 Description du phénomène dangereux Nous avons considéré l'épandage d'un bidon de HF 40% de 30 litres lors d'un déchargement de camion ... Distances d'effets		
Résultats de la dispersion atmosphérique pour une surface de nappe de 3 m2		
Seuils retenus	SEI (30 minutes) = 20 ppm SEL 1% (30 minutes) = 50 ppm SEL 5% (30 minutes) = Non déterminé	
Conditions météorologiques	F3	D5
Zone des effets très graves (⇔ SEL 5%) (1)	5 m	10 m
Zone des effets graves (⇔ SEL 1%) (1)	5 m	10 m
Zone des effets irréversibles (⇔ SEI) (1)	10 m	15 m
Constats : Lors de l'inspection du 16 décembre 2021, il avait été examiné les dispositions prises par CALDIC pour éviter l'entrée sur le site de produits toxiques par inhalation pouvant induire, en cas d'épandage, des effets létaux ou irréversibles au-delà des limites du site. Dans sa réponse du 7 mars 2022, CALDIC a notamment écrit: <u>Stock actuel</u> Actuellement 6 produits existent dans notre base de données avec cette classification. 2 seulement sont « actifs » (achat au cours des 2 dernières années) : l'acide fluorhydrique en bidon de 30 kg et la Bonderite M-CR 1200 Seau de 10 kg Henkel. Au 04 mars 2022, seul l'acide fluorhydrique est présent sur le site de Cournon. La Bonderite M-CR 1200 Seau de 10 kg Henkel est achetée ponctuellement (5 fois au cours des 2 dernières années et uniquement à la demande du client) approvisionnée par 10 ou 20 kg. Elle est stockée généralement entre 15 et 30 jours. Une alerte a été mise sur ces 2 produits pour qu'à réception ils soient stockés dans le local fluorhydrique (renommé « Local Toxique + »). Compte tenu du volume des bidons de Bonderite M-CR 1200 Seau de 10 kg Henkel, il n'apparaît		

pas de risque supplémentaire par le stockage de ce produit.

Création article

La personne en charge des créations articles est celle qui gère l'état des stocks.

Si le volume de nouveaux contenants devait être conséquent, une réflexion serait alors menée pour vérifier si la perte d'intégrité d'un contenant pourrait avoir des répercussions en dehors du site.

De plus un fichier indiquant spécifiquement les stocks sur cette catégorie, mis à jour quotidiennement, nous permet d'être alertés en cas de nouveau produit ou d'un éventuel mauvais emplacement de stockage.

Comme indiqué dans le constat n°1, le 15 novembre 2023, un seul produit toxique par inhalation était présent sur le site: 520 kg d'acide fluorhydrique en solution dans des bidons de 20 kg. Cela correspond tout à fait aux hypothèses de calcul du point 13.4.9 de l'étude de dangers de 2012.

Observations :

Afin de garantir le respect des données de l'étude de dangers de 2012, CALDIC doit être en mesure de vérifier pour tout produit toxique par inhalation s'il peut donner des effets plus importants que ceux de l'HF ; il faut notamment comparer leurs pressions de vapeur et leurs seuils de toxicité.

Pour cela, il apparaît utile de définir des modalités générales; pour les cas apparaissant compliqués, alors une consultation spécifique d'un expert peut être utile.

CALDIC fera connaître à l'inspection les dispositions organisationnelles qu'il adoptera à cet effet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Effluents liquides issus des lavages de contenants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 8.3

Thème(s) : Risques chroniques, Effluents liquides

Prescription contrôlée :

8.3 CARACTERISTIQUES GENERALES DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts, de matières flottantes, de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou des vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages ou d'entraver leur bon fonctionnement. Les effluents rejetés ne doivent pas comporter de substances toxiques nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition, à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire.

Constats :

Lors de l'inspection du 16 décembre 2021, il avait été noté ceci dans le rapport de l'inspection:

CALDIC FRANCE effectue des lavages de contenants de tailles comprises entre 20 litres et 1 m³. Les contenants des produits suivants ne sont pas lavés sur le site : chlorites, chlorure ferrique, formol et tous les solvants.

Les principaux produits dont les contenants sont lavés sur le site sont les suivants : soude, acide acétique, acide chlorhydrique, acide phosphorique, acide nitrique et ammoniacque.

CALDIC FRANCE procède comme suit :

vérification que la quantité de produit présente dans le contenant est faible – valeur non déterminée,

rinçage à l'eau chaude produite par un appareil mobile de production d'eau chaude,

envoi de l'eau de lavage à la station de traitement des effluents liquides du site qui effectue un traitement de neutralisation (amenée du pH aux environs de 7).

CALDIC FRANCE devra fournir, à l'inspection des installations classées, les éléments suivants :

- une évaluation de la quantité annuelle et journalière maximale d'effluents liquides de lavage de contenants,
- une analyse, pouvant être qualitative, de l'impact potentiel, sur le fonctionnement de la STEP publique, de ses effluents de lavage en sortie de la station de traitement de son site,
- un exposé des quantités de polluants pouvant être rejetés dans le milieu naturel en intégrant le traitement de sa station de traitement et celui de la STEP publique,
- sa proposition de minimisation de ses rejets d'effluents de lavages, notamment sur les produits les plus sensibles tels que l'ammoniacque et l'acide nitrique (ces 2 produits donnant des rejets de produits nitrés néfastes pour l'environnement aquatique), par exemple en récupérant les premières eaux de lavage des contenants de ces produits les plus sensibles et en les gérant comme des déchets,
- un document exposant ses modalités de lavage de ses contenants et de gestion des effluents ainsi générés, document qui devra être rendu applicable par les opérateurs.

Dans sa réponse, CALDIC a fourni des éléments précis sur les polluants contenus dans ses effluents liquides et sur leurs quantités. Il conclut:

La plupart des produits présente des quantités faibles (inférieure à 200 g / jour en moyenne).

Ils seront facilement neutralisés dans notre station de prétraitement et l'impact éventuel de résidus est très faible voir nul.

Les seuls produits dépassant cette valeur (200 g / jour) sont : l'acide sulfurique, la soude (ces 2 produits servant par ailleurs à la neutralisation du pH de notre station, donc sans conséquence) et l'acide nitrique.

Cela étant, il convient que CALDIC complète son argumentation sur l'acceptabilité de ses effluents liquides issus des lavages de contenants.

Par ailleurs, lors des 2 derniers contrôles des effluents liquides, un dépassement significatif pour les AOX (composés organiques halogénés) a été noté: 2,5 mg/l en 2022 et 3,6 mg/l en 2023 pour une valeur limite de rejet de 1 mg/l pour ce polluant. CALDIC n'a pas trouvé, à ce jour, d'explication sur la cause de la présence excessive de ce polluant dans la mesure où il n'effectue aucune manipulation de produits contenant ce type de polluant.

Observations :

<p>CALDIC adressera à l'inspection un complément à son argumentation sur l'acceptabilité de ses effluents liquides issus des lavages de contenants, notamment en se positionnant par rapport aux exigences de l'arrêté ministériel fixant les exigences applicables aux ICPE 2795 de régime déclaration (notamment valeurs limites de rejet dans les eaux fixées au point 5.7 de l'annexe I) et en exposant la situation de ses rejets en regard des exigences de la convention de rejet dans la STEP que sera jointe à la réponse à ce constat. CALDIC lui adressera aussi son document exposant les modalités de lavage de ses emballages.</p> <p>Par ailleurs, CALDIC fera connaître à l'inspection les résultats de son analyse des causes potentielles de la présence, en teneur excessive, d'AOX dans ses effluents liquides et les mesures qu'il prendra pour retrouver une situation conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Moyens d'extinction incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 16.1.1 et 16.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>16 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENTS ET ORGANISATIONS DES SECOURS</p> <p>16.1.1 Définition générale des moyens</p> <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans l'étude de dangers.</p> <p>.....</p> <p>16.1.2 Entretien des moyens d'intervention</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels et doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces opérations de maintenance et d'essai.</p> <p>La disponibilité en eau incendie et la vérification du débit disponible fera l'objet d'un essai annuel. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour la lutte contre les débuts d'incendie, les dépôts D1 et D2 sont équipés de lances à incendie avec des tuyaux souples. Des moyens tels que des robinets d'incendie armés (RIA) avec un tuyau enroulé autour d'un tambour orientable permettent une mise en oeuvre plus rapide. CALDIC a indiqué examiner l'utilité de mettre en place des RIA.</p> <p>Les lances à incendie de chaque dépôt ont été contrôlées le 9 juin 2023 en présence du prestataire ASI avec relevé de la pression en bout de ligne du dépôt D2 (8 bar en statique (ligne fermée), 5 bar en dynamique (ligne ouverte). Dans le compte-rendu de cet essai, il est mentionné: RIA vétuste mais opérationnel.</p>
<p>Observations :</p>

CALDIC fera connaître à l'inspection sa décision quant à la mise en place des RIA.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Aires de dépotage et transvasements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 17.2.1 et 20.1

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols

Prescription contrôlée :

17 STOCKAGE D'ACIDE ET DE BASE

17.2.1 Prévention des débordements

Les opérations de vidange et de remplissage des réservoirs doivent être effectuées de façon à éviter toute possibilité d'épanchement de liquides ou de mélanges de liquides incompatibles. Elles s'effectuent sous la conduite d'une personne

dûment habilitée à cet effet, d'une manière directe pendant les opérations de transfert.

Acide : La vidange en service normal se fait, soit par un robinet placé à la partie inférieure du réservoir et muni d'un tampon de sécurité guidé à l'intérieur du réservoir, soit par un siphonnage avec dispositif à poste fixe permettant l'amorçage facile du siphon muni à son extrémité d'un robinet d'arrêt facile à manœuvrer ou tout autre dispositif susceptible de satisfaire à l'objectif de prévention de débordement.

Base : Toute possibilité de débordement de réservoirs, de fûts métalliques ou containers, en cours de remplissage est évitée soit en apposant un dispositif de trop-plein assurant de façon visible l'écoulement du liquide dans les réservoirs annexes, soit en apposant un dispositif commandant simultanément l'arrêt de l'alimentation et le fonctionnement d'un avertisseur à la fois sonore et lumineux.

....

20 INSTALLATIONS DE TRANSVASEMENT ET DE SIMPLE MELANGE DE LIQUIDES INFLAMMABLES

20.1 AIRE DE PREPARATION

Les transvasements et préparations de produits liquides inflammables ne sont autorisés que sur l'aire spécialement prévue à cet effet et dédiée uniquement à cet usage.

Cette aire n'est pas un lieu de stockage : les quantités présentes sur cette aire seront limitées au niveau le plus bas possible garantissant un fonctionnement harmonieux en toute sécurité du poste de travail. En dehors des périodes de travail aucun produit inflammable n'est stocké sur cette aire.

Le sol de l'aire de préparation doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement; un dispositif, empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur sera prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou en cas d'impossibilité, traitées et éliminées à l'extérieur conformément à l'article 13.

Constats :

Lors de la visite de la zone de dépotage des acides, CALDIC a indiqué qu'il achèvera très prochainement l'étanchéification du haut de la rigole.

Lors de la visite de la zone de conditionnement des produits liquides en vrac, comme lors de l'inspection du 16 décembre 2021, il a été noté que l'étanchéité de cette zone n'apparaît pas certaine, notamment au niveau des joints entre dalles bétonnées.

<p>Dans sa réponse à l'inspection de 2021, CALDIC a écrit ceci:</p> <p>Les joints ont été inspectés à plusieurs endroits et malgré une profondeur de quelques centimètres, il ne semble pas possible d'accéder au sol sous les dalles.</p> <p>De plus, plusieurs endroits présentent des petits creux sur des joints et ceux-ci restent pleins plusieurs jours en cas de pluie ou de rinçage.</p> <p>-----</p> <p>Même si ces éléments attestent d'une certaine étanchéité au niveau de ces joints, il n'en reste pas moins que l'étanchéité au niveau de ces joints n'apparaît pas certaine.</p>
<p>Observations :</p> <p>CALDIC confirmera à l'inspection l'achèvement de l'étanchéification du haut de la rigole de la zone de dépotage des acides et lui adressera un exposé du résultat des investigations et éventuelles actions qu'il a menées ou envisagé de mener pour garantir l'étanchéité de la zone de conditionnement des produits liquides en vrac, notamment au niveau des joints entre dalles bétonnées .</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Pollution des sols

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 11.4.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>11.4 SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES</p> <p>11.4.4 Les résultats des mesures prescrites aux articles 11.4.2 & 11.4.4 ci-dessus, et leurs commentaires doivent être transmis au plus tard un mois après leur réalisation à l'inspection des installations classées en cas d'anomalies constatées, ou annuellement dans le cas contraire.</p> <p>Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et si elle provient de ses installations, en supprimer la cause. Dans ce cas,</p> <p>il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.</p> <p>Il doit informer le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ces investigations et le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>CALDIC, avec le support de son prestataire, la société BIOBASIC, a exposé les résultats issus de ses dernières investigations sur la pollution de ses sols (analyse des gaz dissous et des eaux souterraines) après la réalisation des piézomètres supplémentaires.</p> <p>Il apparaît que les limites et l'ampleur de la pollution sont désormais connues pour chacune des 2 zones polluées du site.</p> <p>Une campagne d'essais pilotes de dépollution in situ, sur chacune des 2 zones polluées, sera proposée, avant la fin de l'année, par le prestataire à CALDIC.</p>
<p>Observations :</p>

CALDIC transmettra à l'inspection le programme et le contenu prévisionnel de la campagne pilote sur chacune des 2 zones polluées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des accidents majeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 14.1 et 14.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents majeurs
Prescription contrôlée : 14 PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES 14.1 PRINCIPES DIRECTEURS L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées. 14.3.3 bâtiments et locaux Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie.
Constats : Lors de la visite du local de stockage des produits toxiques, il a été noté la présence d'une batterie usagée au-dessus d'un produit absorbant contenant de l'acide chlorhydrique. En raison de l'incompatibilité entre l'acide de la batterie et l'acide chlorhydrique (risque de dégagement de gaz très toxique suite à la réaction entre les 2 acides), cette disposition de stockage n'est pas correcte. Lors de la visite de l'entrepôt D2, il a été identifié la forte utilité de donner des caractéristiques coupe-feu à la zone de la porte de la salle dédiée au stockage des produits pharmaceutiques. Cela permettra d'empêcher la propagation d'un incendie depuis le reste de l'entrepôt vers cette salle qui contient des produits dégageant des quantités importantes de gaz toxiques en cas d'incendie.
Observations : CALDIC fera connaître les dispositions qu'il prendra pour garantir un meilleur stockage de ses produits ou déchets dans son local de stockage des produits toxiques et son intention pour assurer une bonne séparation coupe-feu de la salle dédiée au stockage des produits pharmaceutiques dans le dépôt D2.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mise à jour étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2005, article 2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour étude de dangers
Prescription contrôlée :

2.3.2 Mise à jour de l'étude de dangers

L'étude des dangers est actualisée, à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation, lors de toute évolution des procédés mis en œuvre, ou changement dans le mode d'exploitation de l'installation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet.

Constats :

CALDIC a pris l'initiative de mettre à jour son étude de dangers, notamment pour intégrer les nouvelles données scientifiques sur les émissions de gaz toxique en cas d'épandage d'un produit en solution fortement concentrée (acide chlorhydrique pour son cas) et les nouvelles modalités d'évaluation des effets toxiques en cas d'incendie d'un entrepôt de produits dangereux.

Ainsi, la nouvelle version de son étude de dangers sera référencée comme suit: ETUDE DE DANGERS ETABLISSEMENT CALDIC CENTRE SITE DE COURNON D'AUVERGNE (63) Affaire n° 2165699 Révision 1 de janvier 2024. Ce document sera constitué par l'étude de dangers de 2012 avec :

- la nouvelle évaluation des émissions de gaz toxique en cas d'épandage d'une solution d'acide chlorhydrique fortement concentrée en utilisant l'étude menée par l'INERIS référencée "Experimental and Numerical Evaluation of Toxic Pool Evaporation. Appl. Sci. 2020, 10",
- la nouvelle évaluation des effets thermiques en cas d'incendie d'un entrepôt D1 ou D2 en utilisant le logiciel FLUMILOG et
- ajout d'une évaluation des effets toxiques en cas d'incendie d'un entrepôt D1 ou D2 en utilisant le guide professionnel à l'usage des industriels de la chimie et du pétrole sur les produits de décomposition émis par un incendie – DT 126.

Avant l'inspection, CALDIC avait adressé à l'inspection le document d'évaluation des effets en cas d'incendie de l'un de ses 2 entrepôts D1 ou D2 et en cas d'épandage d'acide chlorhydrique fortement concentré lors d'un dépotage de ce produit. Ces documents de bonne qualité n'ont pas appelé de remarque de l'inspection sur le fond; les remarques émises ont été intégrées dans la version finale de ces documents.

Ainsi, il ressort que les effets en cas d'accident sur le site CALDIC n'atteignent pas de façon importante le voisinage du site:

- pas d'effet thermique irréversible ou léthal au-delà des limites du site en cas d'incendie d'un entrepôt,
- pas d'effets toxiques irréversibles ou létaux au-delà des limites du site à hauteur d'homme
- et des effets en hauteur n'atteignant pas de construction actuellement existante dans le voisinage du site (à 10 mètres de hauteur, les effets irréversibles n'affectent qu'une portion de voie ferrée d'une longueur d'environ 90 mètres - aucune construction actuelle ne dépasse une hauteur de 10 mètres) -les effets toxiques en cas d'épandage d'HCl en solution fortement concentrée n'atteignent qu'une portion de voie ferrée d'une longueur d'environ 56 mètres et le bâtiment de la société CLESSE INDUSTRIES sur une distance de moins de 10 mètres; la façade de ce bâtiment exposée à ces effets ne comporte pas d'ouverture.

Ainsi, l'inspection considère qu'étant donné le faible impact d'un éventuel accident sur le voisinage de ce site, la gestion d'un tel accident ne nécessite pas l'élaboration d'un PPI (plan particulier d'intervention). Il convient que CALDIC intègre, dans son POI (plan d'opération interne), les coordonnées de ses proches voisins et du centre de gestion des circulations ferroviaires afin d'être en mesure de les informer en cas d'évènement sur son site pouvant avoir

des effets au-delà de ses limites et que CALDIC prenne les dispositions nécessaires pour tenir à jour ces coordonnées.

Type de suites proposées : Sans suite

ANNEXE

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».